



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE CENTRALE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE YAOUNDE

Juillet 2021

Zoom sur les investissements directs étrangers (IDE) en zone CEMAC en 2020

Selon les données de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le développement (CNUCED), les flux entrants d'investissements directs étrangers (IDE) en zone CEMAC ont atteint 7,3 Mds \$ en 2020, en légère hausse par rapport au niveau de 2019 (7 Mds \$), portant le stock d'IDE entrants en zone CEMAC à 78,8 Mds \$ en 2020. Dans le contexte de pandémie mondiale, l'Afrique centrale aura été la seule région d'Afrique à connaître une hausse des flux d'IDE, en lien avec un maintien des investissements pétroliers.

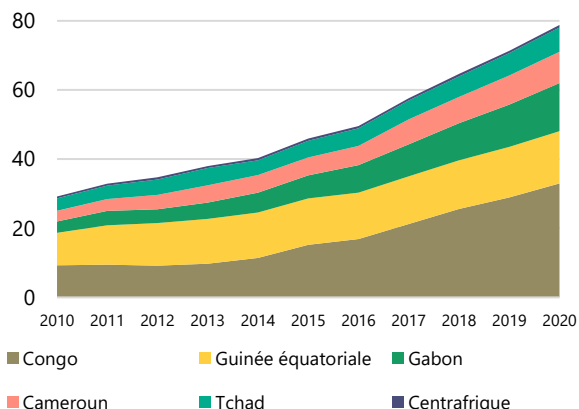
Par pays, cette évolution a été essentiellement portée par une augmentation des investissements au Congo (4 Mds d'IDE entrants, contre 3,4 Mds en 2019), et dans une moindre mesure au Gabon (1,7 Md contre 1,5). Le stock de ces IDE atteint désormais 33 Mds \$ au Congo (qui représente à lui seul 2/5 des IDE de la zone) et 14 Mds \$ au Gabon. L'évolution au Congo se justifie selon la CNUCED par d'importants investissements dans des champs de pétrole Offshore, après la fin de la phase 2 des autorisations pour

LE CHIFFRE À RETENIR

7,3 Mds \$

Entrées d'IDE en zone CEMAC
en 2020

Stocks IDE entrants CEMAC (Mds \$)



les blocs pétroliers de 2019. Tandis qu'au Gabon, l'adoption d'un nouveau code pétrolier en 2019 a conduit à la signature de plusieurs nouveaux accords, dont certains se sont matérialisés en 2020. Les flux d'IDE sont en légère hausse en Guinée Equatoriale (530 M\$, contre 450 M\$ en 2019), et en RCA (35 M\$, contre 26), et sont relativement stables au Tchad (560 M\$ contre 570). La crise sanitaire aurait en revanche fortement ralenti la progression des investissements au Cameroun (0,5 Md \$ contre 1 Md en 2019), dont la part d'investissements pétroliers (et donc le niveau global d'IDE) est sensiblement plus faible que dans les autres pays de la zone.

Régional

Connexion en fibre optique entre le Congo et le Cameroun

Le comité de pilotage du projet Central African Backbone (CAB) a annoncé le 2 juin que les travaux du réseau d'interconnexion des deux pays par fibre optique seront bientôt achevés, du côté congolais, avec un taux d'exécution de 98%. Lancé en août 2020 grâce à un financement de la BAFD, ce chantier s'inscrit dans le cadre du projet CAB qui vise à relier les pays de la Cemac par la fibre optique. Il viendra compléter le réseau d'interconnexion de 504 Km entre le Congo et le Gabon financé par la Banque mondiale, qui constitue la première phase du projet CAB et dont les travaux, réalisés par la société chinoise Huawei, ont été achevés en avril 2018.

Réouverture officielle de la frontière terrestre Cameroun-Tchad

Fermée depuis mars 2020 dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus, la frontière terrestre entre le Cameroun et le Tchad a été rouverte officiellement le 20 juin 2021. Les échanges commerciaux entre les deux pays pourront ainsi reprendre après une forte baisse en 2020. Selon les estimations de la douane camerounaise, les flux commerciaux transitant sur les corridors Douala-Bangui et Douala-Ndjamena auraient chuté de 80 % en glissement annuel au cours du mois de mars 2020. Pour mémoire, l'équivalent d'environ 340 Mds FCFA de marchandises transiterait par le corridor Douala-N'Djamena chaque année.

Cameroun

Loi de finances rectificative 2021

Le Président de la république, a signé le 7 juin une [ordonnance](#) modifiant la loi de finances 2021 et le texte a adopté par le Parlement à la fin du

mois. Le budget révisé (comprenant le budget général et les CAS) est de 5 480 Mds FCFA, en augmentation de 12,6 % par rapport à la loi de finances initiale (LFI). Comme principal ajustement, il augmente la dotation du CAS Covid à 200 Mds (+50 Mds par rapport à la LFI), et revoit à la hausse les dépenses de transfert aux administrations, entreprises et ménages de 100 Mds. Il intègre également le refinancement de l'Eurobond 2015 (émission de 450 Mds FCFA et rachat de 300 Mds) et une hausse des prévisions de recettes pétrolières pour l'année de 36 % à 536 Mds FCFA en lien avec la hausse des cours du baril depuis le début de l'année (70 \$ début juin contre 55 \$ en janvier). Par ailleurs, les droits de timbre sur les passeports nationaux passent de 75 000 FCFA à 110 000 FCFA à partir du 1er juillet 2021, soit la date de mise en place d'un nouveau système de production des passeports.

Succès de l'opération de refinancement de l'Eurobond

Après le Roadshow qui s'est déroulé à Paris du 23 au 29 juin 2021, une [communication](#) du Ministre des finances, Louis Paul Motaze, le 30 juin, présente les résultats de l'opération. L'émission a enregistré un taux de souscription de 321 % et l'enveloppe de 450 Mds FCFA (685 M EUR) recherchée a été levée à un taux de d'intérêt de 5,95 % (contre 9,5 % pour l'Eurobond 2015) pour une maturité de 11 ans. L'opération de rachat, quant à elle, a concerné près de 80 % du montant de la souche de 2015, soit environ 300 Mds FCFA. Cette opération de refinancement s'est effectuée dans un contexte international plus favorable, alors que les perspectives de notations souveraines du Cameroun avaient récemment été relevées.

Amélioration des perspectives de la note souveraine du Cameroun par Fitch Ratings

L'agence de notation Fitch Ratings a [révisé les perspectives](#) de la note souveraine du Cameroun de « négative » à « stable », tout en maintenant le

pays dans la catégorie B (« très spéculatif »). Selon l'agence, cette amélioration des perspectives [se justifiait principalement](#) par une résilience des finances publiques du pays au choc de la pandémie, le déficit budgétaire réalisé au cours de l'année 2020 s'étant élevé à 4,5 % du PIB contre une prévision de 5,3 %. Ce déficit connaîtrait également une tendance baissière à moyen terme, pour se situer autour de 3 % en 2022, sous l'effet de la baisse progressive des dépenses liées à la réponse Covid et de la reprise des recettes fiscales. L'agence estime par ailleurs que les risques de financement à court et moyen terme ont diminué, projetant pour l'année 2021 une couverture d'environ 80 % des besoins de financement par des prêts projets extérieurs et des financements intérieurs. Toutefois, le pays devrait continuer à subir le coup de l'instabilité politique et des crises sécuritaires dans les régions de l'Extrême-nord, du Nord-ouest et du Sud-ouest.

La BEAC suspend la mesure de rejet des transferts en devises pour défaut d'apurement des dossiers

Selon une correspondance du 23 juin 2021 du Directeur National de la BEAC adressée aux directeurs généraux des banques du Cameroun, les demandes d'autorisation de transfert ne sont plus tributaires de l'apurement des précédents dossiers. Dès lors, toute demande de transfert qui satisfait aux conditions habituelles d'accès aux devises de la Banque Centrale, y compris celles antérieurement rejetées pour défaut d'apurement, doivent être transmises à la BEAC. La correspondance rappelle cependant la [réglementation des changes](#) en vigueur qui prévoit des sanctions pour les banques et opérateurs économiques en cas de défaut d'apurement des dossiers de transferts financés sur la période comprise entre mars 2019 et mars 2021.

Des exonérations douanières pour encourager la production locale de médicaments

Conformément aux dispositions de la loi des finances 2021, le Ministre des finances, Louis Paul Motaze, a signé le 11 mai 2021 une circulaire présentant la liste des intrants pharmaceutiques éligibles à l'exonération des droits de douanes et taxes à l'importation. Il s'agit des substances non actives, des produits semi-ouvrés des excipients, des articles spécialement conçus pour l'emballage ou le conditionnement d'un médicament, et des réactifs de laboratoire. Cette mesure participe à la promotion de la politique de l'import-substitution visant à rendre le médicament disponible et accessible au Cameroun tout en réduisant les importations de produits pharmaceutiques. Pour rappel, l'importation des produits pharmaceutiques au Cameroun est conditionnée depuis juillet 2019 par une autorisation du ministère de la Santé et par une autorisation de mise sur le marché des produits à importer.

Accord au niveau des services en vue d'un nouveau programme FMI

Du 13 au 27 mai 2021 s'est tenue une mission virtuelle du Fonds monétaire international (FMI) avec les autorités camerounaises pour un nouveau soutien financier du Fonds au programme économique et financier du gouvernement. [Il en ressort que](#) le nouveau programme pourrait être soutenu par des ressources du FMI au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) et du mécanisme élargi de crédit (MEDC). Il s'appuierait sur la stratégie nationale de développement du pays SND-30, avec un accent sur l'amélioration de la gouvernance, la transparence et la lutte contre la corruption. Le programme reposerait sur quatre piliers : (i) l'atténuation des conséquences de la pandémie, (ii) l'accélération des réformes en vue d'une meilleure gestion des finances publiques et des entreprises publiques, (iii) le renforcement de la viabilité et de la gestion de la dette, et (iv) l'intensification des réformes pour stimuler la

diversification économique et la résilience du secteur financier. Le programme pourrait être présenté pour approbation du Conseil d'administration du FMI dès le mois de juillet 2021. Pour rappel, le dernier programme, conclu en juin 2017 au titre de la FEC, portait sur un montant de 483 M DTS (environ 400 Mds FCFA), soit 175 % de la quote-part du pays, et a expiré à l'automne 2020.

Prêt de 3,2 Mds FCFA de la banque UBA à la Mairie de Douala

Une convention de financement a été signée le 4 juin 2021 entre le Directeur général d'United Bank of Africa Cameroun et le Maire de la ville de Douala. Elle porte sur un prêt de 3,2 Mds FCFA, qui permettrait à la Mairie de Douala de réunir les conditions nécessaires (fonds de contrepartie notamment) pour accéder au financement de 43,1 Mds FCFA de la Banque Mondiale, dont l'accord avait été signé en 2019. Lesdits fonds sont destinés à la mise en œuvre de la phase II du Projet de développement des villes inclusives et résilientes (Pdvir) dans la ville de Douala. Ce projet vise à améliorer la gestion urbaine et l'accès des populations de la ville aux services de base, à travers notamment la construction de voiries, le réaménagement d'ouvrages de drainage, la construction d'une station de traitement de boues de vidange, etc.

La CTR recherche un consultant pour réaliser l'audit de Camtel

Selon un avis d'intérêt publié le 11 juin 2021, le Président de la Commission technique de réhabilitation (CTR) des entreprises recherche un consultant pour réaliser l'étude diagnostique de la Cameroon Télécommunications (Camtel). L'étude diagnostique de Camtel a pour objet l'analyse de sa viabilité en vue de l'amélioration de ses performances. Elle sera axée notamment sur les volets commercial et stratégique (l'analyse de son environnement économique, sur sa stratégie commerciale, son marché, sa compétitivité, etc.), et sur le volet financier

(l'analyse de sa situation financière, la situation de la dette).

Centrafrique

Nomination d'un nouveau gouvernement

Deux jours après la démission de Firmin Ngrebada et son gouvernement, le président de la République centrafricaine, Faustin-Archange Touadéra, a nommé par décret le 13 juin 2021 Henrie Marie Dondra, alors ministre des Finances et du Budget, au poste de Premier ministre. Le nouveau gouvernement dévoilé le 23 juin est composé de 32 ministres (dont 6 femmes) contre 36 pour l'ancien gouvernement.

Congo

L'AFD soutient l'État congolais dans le cadre de l'initiative CAFI

L'AFD devrait mobiliser environ 45 M EUR au travers de l'initiative pour la forêt de l'Afrique centrale (CAFI), pour soutenir le Congo dans ses stratégies d'aménagement du territoire et d'utilisation durable des ressources naturelles. Ce programme devrait se dérouler en deux phases : une première phase financée par le Fonds CAFI à hauteur de 15 M USD délégués à l'AFD et un financement complémentaire de l'AFD de 7 M EUR ; une deuxième phase en cours d'instruction devrait mobiliser 15 à 25 M USD du Fonds CAFI auxquels s'ajouteront 8 M EUR de ressources en don de l'État français via l'AFD. Les conventions de financements devraient être signées d'ici octobre 2021 pour une mise en œuvre effective en 2022

Le FIGA signe une convention avec les banques en faveur des PME

Sept banques de la place - la BGFI, la Banque commerciale internationale, la Banque postale, le Crédit du Congo, La congolaise des banques, la Banque sino-congolaise pour l'Afrique et UBA -

ont signé, le 18 juin 2021, une convention d'octroi de garantie pour le financement des TPE et PME congolaises avec le **Fonds d'impulsion, de garantie et d'accompagnement (FIGA)**. Cette étape s'inscrit dans le processus de l'opérationnalisation du FIGA, créé en 2019 pour faciliter aux entreprises l'accès au crédit. Les missions de ce Fonds dont les activités ont débuté en début d'année se déclinent autour de trois piliers : l'impulsion, pour inciter les entreprises informelles à se formaliser ; la garantie bancaire, avec un seuil de 100 M FCFA pouvant être dépassé moyennant une co-garantie ; et l'accompagnement, notamment dans l'élaboration des plans d'affaires et le renforcement des capacités managériales.

Le rééchelonnement de la dette congolaise au cœur d'un entretien entre les présidents chinois et congolais

À l'issue d'un entretien téléphonique que les présidents chinois et congolais ont eu le 21 juin, le ministre des Finances et du Budget du Congo-Brazzaville a annoncé lors d'une conférence de presse que les deux pays allaient examiner la possibilité d'un deuxième tour de restructuration de la dette du Congo qui s'élèverait à 1 325 Mds FCFA. Une première restructuration était intervenue en avril 2019. La poursuite du projet de couverture nationale en télécommunications, mené par la société Huawei, et celui du passage de l'analogie à la télévision numérique terrestre avec la société Star Times, ainsi que le projet de réhabilitation du Chemin de fer Congo-océan ont également été évoqués, sans plus de précision, par les deux présidents.

Gabon

Adoption de la loi de finances rectificative 2021

Le Gabon a adopté le 10 juin en Conseil des ministres, puis le 23 juin à l'assemblée nationale,

le projet de loi de finances rectificative pour 2021. Fruit d'une intense négociation avec le FMI, cette LFR vient corriger les projections optimistes de la loi de finances initiale, cadrant sur les hypothèses d'une production de pétrole en baisse de 3 % par rapport à la LFI 2021 avec un prix du pétrole gabonais à 55 USD en 2021 (+34%), des exportations de manganèse à 9 Mt (+12,25%) pour un prix de vente moyen de la tonne en baisse de 10,75% et la réduction du déficit budgétaire de -7,4% à - 7,2% du PIB hors pétrole. Le projet de budget est équilibré en ressources et en charges à 3044 Mds FCFA, en hausse de 360 Mds FCFA par rapport à la LFI, augmentation essentiellement due à l'émission de titres publics (495 Mds FCFA) sur le marché financier international.

Accord au niveau des services pour un nouveau programme triennal avec le FMI

Après 6 semaines de négociation, les services du FMI ont annoncé, le 9 juin dernier, avoir finalisé un accord au niveau des services pour un nouvel accord triennal au titre de la facilité élargie de crédit. Un passage au board pourrait être effectif courant juillet. En 2017, le Conseil d'administration du FMI avait approuvé la mise en œuvre d'une Facilité Élargie de Crédit en faveur du Gabon (avec un appui budgétaire à hauteur de 642 M USD sur trois ans) mais en raison de la crise sanitaire, le programme avait été arrêté avant l'examen de la 6^{ème} et dernière revue mi-2020.

Augmentation de 12,9 % du nombre de clients des microfinances en 2020

Les établissements de microfinance (EMF) ont enregistré une hausse de 12,9 % de leur clientèle au cours de l'année 2020 selon le ministère de l'économie gabonais. Cette hausse s'explique par l'ouverture de nouvelles agences et se traduit également par une consolidation des dépôts de la clientèle de 3,8 % et une augmentation des crédits bruts de 14,3 % par rapport à leur niveau

de 2019 : les EMF faisant preuve de souplesse face aux besoins d'exploitation des PME/PMI en période de crise sanitaire. Le développement de la microfinance au Gabon s'appuie sur quatre établissements (Finam, Loxia, EDG et Express-Union) qui regroupent 93 % des clients du secteur.

Guinée équatoriale

BGFI Bank signe l'accord de la restructuration de la dette publique

Le Ministre des Finances, de l'Économie et du Plan, Valentin Ela Maye et le Groupe BGFIBank, représenté par son Président Henry Claude Oyimba, ont signé à Malabo le 15 juin, un accord pour la restructuration de la dette publique. Cette restructuration passe par la titrisation des obligations financières de l'Etat envers principalement les sociétés du BTP. Elle permettra aux banques qui supportent une grande partie de cette dette, de recouvrer leur liquidité.

Lancement de l'office national d'enregistrement des contrats

Le 2 juillet, l'office national d'enregistrement des contrats a été officiellement lancé lors d'une cérémonie d'ouverture où il dévoilait également ses activités. Au sein de la Direction générale des études, des contrats et des marchés publics il aura notamment pour fonction le contrôle et la collecte d'informations sur les contrats publics mais également la délivrance de certificats d'enregistrement aux opérateurs économiques.

Tchad

La BAfD lève les mesures de suspension au Tchad

La Banque africaine de développement (BAfD) a levé, le 12 juin 2021, toutes les mesures de suspension de ses activités, projets et programmes au Tchad. Selon Issa Doubragne, ministre de l'Économie, de la Planification du développement et de la Coopération internationale, cette décision de la BAfD prise suite « à l'examen et constat de l'évolution favorable de la situation » témoigne « de la volonté constante de cette institution de soutenir le Tchad dans la transformation structurelle de son économie pour une meilleure condition de vie de ses populations, et de se référer à l'engagement unanime de l'ensemble de la communauté internationale d'accompagner le gouvernement de la transition dans sa lourde mission ». Suite à la prise du pouvoir par le Conseil militaire de transition après le décès du président Idriss Deby, la BAfD avait annoncé le 29 avril la suspension « de toutes les opérations » au Tchad, jusqu'à nouvel ordre.

Les 4 secteurs les plus affectés par la crise Covid

Alors que le secteur privé se relevait difficilement de la précédente crise pétrolière, le ralentissement économique consécutif à la pandémie mondiale et aux mesures sanitaires liées a pesé sur le secteur privé non-pétrolier. Ainsi, selon le Cercle de Réflexion et d'Orientation sur la Soutenabilité de l'Économie Tchadienne (CROSET), la crise de la Covid-19 a entraîné la fermeture de 37 820 commerces pour une perte de 74 Mds FCFA de CA. Le secteur de l'hôtellerie restauration a vu la fermeture de 2280 établissements pour un manque à gagner mensuel supérieur à 6 Mds FCFA par mois. Enfin, les pertes du secteur du transport aérien sont estimées à 1,5 Md FCFA, dont 340 M pour la compagnie nationale Tchadia Airlines, tandis que les pertes du transport terrestre sont estimées à 219 M FCFA dont 190 M pour le transport interurbain.

Le prix d'achat du coton passe de 227,5 à 236 FCFA le kilogramme

Les producteurs de coton pourront vendre leur coton à 236 FCFA lors de la campagne 2021-2022, soit une augmentation de 8,5 FCFA (+3,7%) par rapport au prix d'achat de la campagne écoulée. Alors que la production était tombée à 17 000 tonnes lors de la campagne 2016-2017, le rachat de la CotonTchad par le singapourien OLAM a permis de relancer le secteur, avec une production cotonnière de 116 000 tonnes pour 2019-2020 et 125 000 tonnes pour 2020-2021. Cette tendance de fond devrait être confortée par l'augmentation des surfaces cultivables et l'amélioration de la distribution des intrants, Coton-Tchad tablant sur une production de 150 000 tonnes au terme de la campagne en cours. Pour mémoire, le coton fait vivre directement et indirectement 4 millions de personnes au Tchad, soit un quart de la population du pays.

RDC

Augmentation des réserves de change à 1,4 Md USD en juin 2021

Selon la Banque Centrale du Congo (BCC), cet accroissement des réserves de change de la RDC de 505 M USD à fin mars 2021, à 1,392 Md USD en juin 2021 (soit une hausse de près de 900 M \$ en 3 mois), s'explique aussi bien par l'amélioration de la balance commerciale du pays au cours des quatre premiers mois de l'année (excédant de 4 Mds USD à la fin mai 2021), que par le rachat des devises auprès des banques commerciales par la BCC et par celui de la fiscalité auprès des miniers et des pétroliers. Pour la BCC, la reprise économique soutenue sur le plan mondial (qui devrait être de 5,8%) devrait induire une demande soutenue du cuivre et du cobalt qui pourrait permettre à la reconstitution des réserves de se poursuivre avec le même rythme. Concernant la RDC, la BCC annonce des prévisions de croissance de 4,9 % en 2021 .

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique régional de Yaoundé
Rédacteurs : Service économique régional de Yaoundé,
Services économiques de Libreville,
de Brazzaville, et de Kinshasa, et correspondants

[Rendez-vous sur cette page](#) pour vous abonner